# Art. 27 Le secteur protégé de type « environnement construit – C » et les éléments protégés

## Art. 27.1 Définition

Les secteurs et éléments protégés d’intérêt communal de type « environnement construit – C » constituent les parties du territoire communal qui comprennent des immeubles ou parties d’immeubles à protéger, répondant à un ou plusieurs des critères suivants: authenticité de la substance bâtie, de son aménagement, rareté, exemplarité du type de bâtiment, importance architecturale, témoignage de l’immeuble pour l’histoire nationale, locale, sociale, politique, religieuse, militaire, technique ou industrielle.

Les secteurs protégés de type « environnement construit » sont marqués de la surimpression « C ». Ces secteurs sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection définies dans le présent article, dans la partie écrite des PAP « quartiers existants » ainsi que dans le PAP « Secteur sauvegardé des alentours de l’église St. Sébastien ».

En complément des secteurs protégés d’intérêt communal, des immeubles classés monument national ou inscrits à l’inventaire supplémentaire, soumis aux dispositions de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, sont implantés sur le territoire de la commune. Ces immeubles et objets sont repris au chapitre 5 de la présente partie écrite. La protection nationale, ainsi instituée et qui exige des autorisations spécifiques, est complémentaire à la protection communale définie par les présentes dispositions.

Au niveau du PAG, les secteurs protégés de type « environnement construit – C » englobent les éléments protégés suivants:

* les constructions à conserver,
* les façades à conserver,
* les gabarits d’une construction existante à préserver,
* les alignements d’une construction existante à préserver,
* les murs et/ou clôtures à conserver,
* les petit patrimoine à conserver et
* les sites et monuments nationaux.

## Art. 27.2 Généralités

Tous travaux de réparation, de restauration, de rénovation, d'amélioration énergétique, d'agrandissement, d'extension ou de transformation quelconque de ces immeubles (ci-après appelés « travaux ») sont en principe autorisables, dans le respect des règles et procédures définies ci-après.

Les constructions nouvelles et les transformations de constructions doivent s'intégrer dans la structure caractéristique du bâti existant. Les éléments à respecter sont le parcellaire, l’implantation des volumes, la volumétrie, le rythme des façades, ainsi que les matériaux et teintes traditionnelles et typiques. Ces éléments caractéristiques à respecter sont à transposer dans les constructions nouvelles ou transformations en ayant recours à une architecture contemporaine de qualité. Les nouvelles constructions ou transformations qui sont susceptibles de porter préjudice au site peuvent être interdites.

L’implantation de nouvelles constructions est déterminée en s’inspirant du contexte et notamment des constructions existantes voisines et du site.

## Art. 27.3 Autorisations et avis

Tout projet de travaux ainsi que toute autre intervention architecturale et/ou urbanistique dans les secteurs protégés d’intérêt communal de type « environnement construit – C » sont soumis au bourgmestre, qui peut, avant toute décision, soumettre le projet pour un avis consultatif au Service des Sites et Monuments Nationaux.

Toute demande d’autorisation de construire concernant un « gabarit d’une construction existante à conserver » ou un « alignement protégé » doit être accompagnée d’un levé topographique qui définit de manière précise les limites cadastrales ainsi que l’implantation du bâti existant par rapport à ces limites.

## Art. 27.10 Assainissement énergétique

Pour les constructions à conserver et les gabarits respectivement alignements d’une construction existante à conserver, des dérogations au niveau du respect des exigences minimales peuvent être octroyées par le bourgmestre, ceci afin que le caractère et la valeur historique de ces bâtiments puissent être sauvegardés. Ces dérogations ne s’appliquent pas aux autres constructions existantes et nouvelles. Ces dérogations sont expressément prévues par les textes suivants:

* article 8bis bis du règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d’habitation,
* article 10 du règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels.

Afin de garantir l’assainissement énergétique des constructions existantes une dérogation concernant l’alignement, les reculs et la hauteur à la corniche et au faîte d’au maximum 0,50 mètre peut être accordée; sans changer la forme et la pente de la toiture.